

fournir aussi, gratuitement, les bêtes de boucherie aux armées et à l'administration coloniale, ce qui décima les troupeaux des BAGOGWE, etc... Toutes ces politiques coloniales se conjuguèrent pour désarticuler et disloquer tout un peuple, jadis autosuffisant, indépendant et fier, et le transformer en un peuple arriéré, relégué, marginalisé, atomisé.

A la fin de la guerre, et plus massivement au début des années cinquante, plusieurs familles BAGOGWE, sans pâturages suffisants, s'étaient reconverties à l'agriculture et commencèrent timidement à envoyer leurs enfants à l'école, à accepter donc l'ordre colonial. Leur résistance avait été complètement brisée. Mais la "pax belgica" qui durait déjà depuis plus de 30 ans pour les autres rwandais était à sa fin. L'ordre néo-colonial allait bientôt commencer avec plus d'injustices et de brutalités sur les BAGOGWE, avant de culminer à leur extermination actuelle.

UNE DÉCOLONISATION CATASTROPHIQUE

En 1960, après l'incendie de leurs habitations (ordonnée par l'administration du territoire), et à cause de l'insécurité qui pesait sur tous les Tutsi en général, la plupart des BAGOGWE passèrent la frontière avec leur bétail, et s'installèrent au Zaïre qui venait d'accéder à l'indépendance. Une autre partie cependant resta sur place, malgré les injustices et les humiliations dont ils souffraient de la part des nouvelles autorités locales. Pour dissuader le retour des réfugiés, les nouveaux dirigeants distribuèrent les terres des BAGOGWE à leurs militants, avec l'assentiment de l'administration coloniale.

En 1961, l'occupation de la bande de forêt qui servait encore de pâturage, et que les éleveurs avaient obtenue avec beaucoup de peine en 1958, fut décidée. Une partie importante du Parc National des Volcans fut transformée en paysanat, où furent installées les populations en surnombre des communes voisines. A l'indépendance du pays, en 1962, il restait très peu d'enfants BAGOGWE dans les écoles primaires, à cause des persécutions et humiliations venues des autres enfants, et même des enseignants!

La deuxième République apporta aux BAGOGWE un réel soulagement. Même s'ils ne récupérèrent pas leurs terres, ils pouvaient obtenir, sans difficultés, des papiers administratifs, circuler partout dans le pays à leur guise, envoyer leurs enfants à l'école, etc... Leur sort était semblable à celui de la majorité de la population: pauvres, exploités, méprisés, illettrés, dépolitisés.

Quand éclata la guerre avec les rebelles INKOTANYI en octobre 1990, les BAGOGWE pouvaient difficilement se douter qu'ils feraient l'objet de représailles terribles de la part des autorités locales. C'est que même dans leur extrême misère, on n'a pas oublié qu'ils étaient des Tutsi, ces agneaux expiatoires des régimes autoritaires incompétents, corrompus et discrédités.

LA RAISON DU GÉNOCIDE

Le génocide des BAGOGWE, en majorité de sexe masculin, âgés d'environ 10 ans et plus, a commencé de façon systématique après le raid des rebelles INKOTANYI sur la ville de RUHENGARI, dans la nuit du 22 au 23 janvier 1991. Cette attaque, spectaculaire et meurtrière, fut ressentie avec humiliation par les responsables civils et militaires originaires de la région et très influents au sein du régime. Survenue après la promesse de vengeance faite aux Forces Armées, par le Chef de l'Etat, à GABIRO, en novembre 1990, l'opération des rebelles a fourni l'occasion rêvée depuis le début du conflit, de mener une répression féroce contre les Tutsi.

Les BAGOGWE étaient dans leurs champs d'opération ou à proximité. Peu importe leur état arriéré, leur passé en dehors des luttes pour le pouvoir ou leur ignorance totale des protagonistes du conflit actuel. Il fallait offrir une victoire à cette armée humiliée et aux populations fanatisées par 3 mois de propagande raciste.

En dehors des yeux indiscrets des observateurs étrangers, surtout occidentaux, les BAGOGWE constituaient une proie facile, idéale.

L'objectif des rebelles était la libération des prisonniers politiques de la fameuse prison spéciale de cette ville. Aussitôt libérés, plusieurs prisonniers politiques suivirent les rebelles dans leur retraite vers le nord en Uganda, mais d'autres, surtout ceux de la région, rentrèrent chez eux, la plupart étant de simples paysans ignorant tout de la politique et des dangers qu'ils couraient.

L'EXÉCUTION DES PRISONNIERS REPRIS

A partir du 25/01/1991, les militaires du bataillon paracommando de KANOMBE donnèrent le ton, en exécutant tous les prisonniers libérés par les rebelles capturés dans les faubourgs de la ville. Les exécutions eurent lieu dans

l'enceinte du groupement de la gendarmerie, à Nyakinama, près de la prison, près du pont sur la Rwebeya sur la route asphaltée Ruhengeri-Gisenyi, etc...

Moins d'une demie douzaine seulement ont survécu à cette hécatombe, tels le Frère Jean-Damascène NDAYAMBAJE, professeur à l'U.N.R., Campus de Nyakinama, et son collègue, le professeur NKUSI. Le nombre de prisonniers massacrés n'est pas connu, mais ces derniers l'estiment à plus de cinquante. De même, lors de l'opération de ratissage dans la ville et dans les environs, plusieurs personnes ont été sommairement exécutées, mais leur identité et leur nombre ne sont pas connus, faute d'enquête.

LE MASSACRE DES BAGOGWE EN COMMUNE KINIGI

Dans leur progression vers la frontière nord, en commune KINIGI, les militaires exécutèrent tous les BAGOGWE arrêtés par les autorités locales (bourgmestre, conseillers communaux, police communale, etc.).

Près du bureau communal de KINIGI, plus de 60 personnes battues et ensanglantées, furent achevées par les militaires, dans l'après-midi du 25/01/1991, et en présence du bourgmestre, M. Thaddée GASANA, des conseillers des secteurs KANYAMIHETO et GIHORA MM. KAVARISI et NDA-GIJE. Les corps des suppliciés furent jetés, le lendemain matin, dans une fosse commune près du bureau communal. Il y eut seulement deux survivants miraculeux, laissés pour morts, parmi un tas de cadavres. Ils purent se traîner pendant la nuit du 26 au 27/01/1991.

Après ce massacre, les militaires donnèrent des instructions fermes aux groupes de civils présents:

- 1) ils ne devaient plus appeler "Tutsi" les personnes arrêtées et exécutées, mais plutôt des "INYENZI" ou "INKOTANYI", capturés au cours des combats;
- 2) ils ne devaient plus leur amener les personnes arrêtées, mais plutôt les exécuter eux-mêmes, sans autre forme de procès. C'est ce qui fut fait, les jours suivants, dans les secteurs Nyabisinde, Bisate et surtout Nyarugina où une plus forte présence de Tutsi BAGOGWE était localisée. De ces secteurs proches de la frontière avec le Zaïre, quelques familles ont pu échapper à la vigilance des gardes forestiers, et s'enfuir vers ce dernier pays.

LES MASSACRES EN COMMUNE MUKINGO

En commune Mukingo, la chasse aux BAGOGWE a été organisée par le bourgmestre en personne, M. KAJERIJERI Juvénal, protégé du tout puissant ex-ministre Joseph NZIRORERA et de l'ex-préfet de RUHENGARI, M. Protais ZIGIRANYIRAZO (beau-frère du Président). Située à l'ouest de la ville de RUHENGARI, cette commune n'a pas été attaquée par les rebelles, de même que toutes les autres communes se trouvant à l'ouest. Pour cette raison, les militaires ne sentirent pas la nécessité d'intervenir directement dans cette commune.

De toute façon, le zèle du bourgmestre KAJERIJERI était amplement suffisant. Dès le 25/01/1991, sa camionnette TOYOTA avec, à son bord, les policiers communaux envoyés par lui, sillonna toute la commune à la recherche des BAGOGWE. Ainsi, plus de 20 personnes ont été massacrées sur les ordres du bourgmestre KAJERIJERI. Parmi elles, des enseignants comme Bernard BAJYAGAHE, du secteur SHINGIRO, et Sabin NSHUTINZIMA, du secteur GATARAGA.

Le cas le plus connu concerne la mort tragique de deux jeunes frères, NDAYAMBAJE Florent, 23 ans, et NDAYIZEYE Floribert, 19 ans, tous deux du secteur GATARAGA, que le bourgmestre alla chercher lui-même à RUHENGARI, où ils s'étaient réfugiés après la mise à mort le 25/01/1991, de leurs deux oncles NSHUTINZIMA Sabin, 37 ans, et MUTANGUHA Pierre-Chrysologue, 32 ans, le 30 janvier 1991. Avec l'accord des responsables, il les fit sortir du groupe de réfugiés du bureau communal de KIGOMBE et les amena, sous l'escorte de ses policiers, au bureau communal de sa commune où il les incarcéra.

Après une semaine dans les cachots de la commune, sans boire ni manger, ils furent exécutés, le 06 février 1991, sur les ordres du bourgmestre KAJERIJERI. Interrogé sur le sort de ces deux jeunes gens, quelques semaines après, par leur mère, M. Dancilla AKOBASINGIZA, à la paroisse catholique de BUSOGO, où elle s'était réfugiée, le bourgmestre répondit cyniquement qu'on les lui avait volés.

LES MASSACRES EN COMMUNE NKULI

En commune NKULI, plus à l'ouest, le bourgmestre, M. MPIRANYA Mathias, organisa le massacre des BAGOGWE à partir du 25/01/1991, avec l'appui d'un lieutenant du camp militaire de MUKAMIRA. La plupart de ses